

Texte extrait de « International Migration, Remittances and Development: Myths and Facts », *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 8, 2005.

Un certain nombre de mythes sur les migrations internationales ont toujours la vie dure. Pourtant, pour la plupart, ils ne résistent pas à l'analyse, à la réalité du terrain ou aux enseignements de l'histoire. Il est donc important de les démonter pour ouvrir des perspectives politiques publiques afin qu'elles prennent mieux en compte l'effet potentiel des migrations sur le développement des pays d'origine et d'accueil des migrants.

THÉORIES

Des mythes tenaces

*University of Oxford
Dept of International Development
(QEH) – Mansfield Road – Oxford
OX1 3TB – Grande-Bretagne
hein.dehaas@qeh.ox.ac.uk

HEIN DE HAAS

INTERNATIONAL MIGRATION INSTITUTE*

Le débat sur l'intérêt et les conséquences des migrations internationales de travail « Sud-Nord » tend de plus en plus à n'être considéré que du point de vue des pays « receveurs ». Pourtant, les migrants contribuent de manière significative au développement économique et social de leur pays d'origine. De plus, cette vision des choses empêche une bonne compréhension des causes et des conséquences des migrations. Par ailleurs, dans les pays industrialisés, les politiques migratoires tendent à négliger les effets potentiels des migrations sur l'amélioration du bien-être à la fois dans les pays d'accueil et d'origine.

Dès lors, un certain nombre de « mythes migratoires » bien établis se sont développés au sein de l'opinion publique et des cercles politiques. Ces idées reçues ont souvent acquis le statut de vérité et n'ont pas été suffisamment remises en cause par des analyses et des données empiriques.

Le premier mythe correspond à l'idée que nous vivons actuellement une période de migrations sans précédents, que la globalisation a conduit à une augmentation phénoménale des migra-

tions. La fin du XX^e et le début du XXI^e siècle constitueraient ainsi « l'âge des migrations » (voir Castles & Miller, 1993). Pourtant, bien que la part des migrants internationaux dans la population mondiale a connu une certaine augmentation dans les années 1990, il y a eu des périodes d'égale importance, voire plus importantes, au XIX^e et début du XX^e siècle : il y a cent ans, le pourcentage de migrants internationaux dans la population mondiale atteignait un niveau équivalent à celui d'aujourd'hui (entre 2,5 et 3 %). L'impact des migrations internationales demeure donc relativement limité et il n'y a donc aucune raison d'employer des métaphores aquatiques du type « vagues » pour décrire les évolutions actuelles. De même, contrairement aux perceptions alarmistes du grand public, il n'existe aucune preuve indiquant que nous vivons une crise du contrôle des migrations.

Après la seconde guerre mondiale, les principaux mouvements de migrations internationales ont changé radicalement de direction : la décolonisation et la forte croissance économique des sociétés occidentales a conduit à une

IMI
L'International Migration Institute vise à développer des perspectives de long terme sur les dynamiques de migrations internationales avec deux objectifs : instruire de nouvelles approches théoriques et méthodologiques de recherche et renforcer les capacités afin de mieux gérer les changements dans les processus de mobilité humaine à travers le monde.
www.imi.ox.ac.uk

très importante augmentation des mouvements « Sud-Nord ». Du coup, de nombreuses sociétés occidentales se sont trouvées confrontées à des migrants non occidentaux, culturellement et physiquement différents. Cette augmentation de la visibilité des migrants dans les pays d'accueil doit expliquer, au moins en partie, l'idée que les migrations ont atteint un niveau sans précédents auquel on associe l'image d'« inondation ».

L'aide au développement ne « combat » pas l'émigration

Les scénarios apocalyptiques d'un afflux massif de migrants sont également fragiles d'un point de vue théorique car basés sur des analyses causales inexactes. Cela nous conduit à un deuxième mythe très populaire : la pauvreté et la misère sont les principales causes de la migration de travail. Si d'évidence la décision de migrer émane d'un désir d'améliorer ses conditions de vie, ce sont rarement les plus pauvres qui émigrent. Les migrations appellent des coûts et des risques considérables. Cela explique le paradoxe qui veut que le développement socioéconomique, sous forme d'augmentation de revenus, de niveau d'éducation et d'accès à l'information, est associé dans un premier temps à une augmentation des migrations.

Plutôt que l'extrême pauvreté, c'est un certain niveau de développement socioéconomique, associé à de relatives privations, qui semble être la raison principale des migrations. Dans une large mesure, cela peut également expliquer pourquoi les principaux pays d'émigration (par exemple Mexique, Maroc, Turquie, Philippines) n'appartiennent pas au groupe des pays les moins avancés. Le processus de développement semble inévitablement s'accompagner d'une augmentation de la mobilité et des migrations. C'est seulement dans le long terme, après plusieurs décennies de croissance soutenue et une convergence progressive des revenus avec les pays de destination, que l'émigration commence à diminuer et l'immigration à augmenter. C'est ce qui s'est passé dans les décennies récentes avec des pays d'Europe du Sud comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal, mais aussi en Irlande et dans des pays d'Asie du Sud-Est comme la Malaisie, Taiwan et la Corée du Sud. Des pays comme la Turquie, la Tunisie et le Maroc pourraient bien se trouver au seuil d'une telle transformation.

Le troisième mythe consiste à prétendre que les politiques d'aide au développement et la libéralisation du commerce constituent des « remèdes » efficaces contre les migrations. Pourtant, plusieurs études montrent que la croissance économique tirée de la libéralisation du commerce (Accord de libre-échange d'Amérique du Nord, accord d'association entre l'UE et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient) conduit à une augmentation, plutôt qu'une diminution, des migrations dans le court à moyen terme. Par conséquent, même des tentatives réussies de combattre la pauvreté dans des pays à faible revenu, par exemple en Afrique subsaharienne ou en Asie du Sud, ont de fortes chances de conduire à une plus grande propension, au moins temporaire, à migrer.

La fuite des cerveaux

L'argument le plus fréquemment utilisé pour réfuter le rôle potentiel des migrations en faveur du développement est qu'elles provoquent une fuite des cerveaux (*brain drain*). C'est le quatrième mythe sur les migrations. La réalité semble pourtant bien plus nuancée. D'abord, tous les

migrants ne sont pas très qualifiés. Ensuite, cette fuite des cerveaux n'est importante que dans une minorité de pays. Dans une évaluation quantitative de ce phénomène, Adams (2005) a conclu que les migrations internationales n'avaient pas

Le troisième mythe consiste à prétendre que les politiques d'aide au développement et la libéralisation du commerce constituent des « remèdes » efficaces contre les migrations.

tendance à concerner une forte proportion des plus qualifiés : dans les deux tiers des 33 grands pays exportateurs de main-d'œuvre qu'il a étudiés, moins de 10 % de la population la mieux formée avait migré.

Pour autant, il est difficile de généraliser sur les effets économiques, sociaux et culturels de l'émigration des personnes qualifiées. De plus, il faut reconnaître que les conclusions de ces analyses ont tendance à être subjectives et sont contingentes de l'échelle (individuelle ou nationale) sur laquelle le « développement » ou le « progrès » sont mesurés. Enfin, le *brain drain* peut être accompagné d'un *brain gain* : sur le moyen à long terme en particulier, le départ des plus qualifiés



Manifestation à Newcastle (G.-B.) de demandeurs d'asile réclamant le « droit au travail ».

peut avoir des effets bénéfiques sous la forme d'envois de fonds, d'investissements, de relations commerciales, de nouveaux apprentissages, etc. De plus, il est démontré que la perspective de partir à l'étranger peut augmenter la motivation pour étudier. Dans un nombre de pays en développement de plus en plus important, il existe un chômage de masse parmi les populations les mieux formées. Dans ces cas, les bénéfices individuels et collectifs semblent être supérieurs aux coûts des migrations.

De nombreux gouvernements considèrent les travailleurs qualifiés comme un produit d'exportation et créent alors délibérément des surplus de certaines catégories de travail. Ils ne sont donc pas automatiquement les victimes passives et exploitées des pays riches. Par exemple, les Philippines prévoient la formation d'un grand nombre d'infirmières, avec l'objectif explicite de générer des transferts de fonds depuis l'étranger.

Dans des pays comme la Turquie, le Mexique ou l'Inde, les migrants qualifiés ont également joué un rôle important comme investisseurs et entrepreneurs transnationaux. Au-delà de leur rôle économique, les migrants très qualifiés jouent souvent un rôle important et positif pour le débat politique et social, le développement d'une société civile dans les pays d'origine et l'émancipation des femmes et des minorités. La raison principale en est que les migrants ont souvent plus d'opportunités et de libertés pour s'organiser et exprimer leur opinion que dans leur pays d'origine. Dans certains pays, les migrants qui reviennent après avoir étudié et travaillé à l'étranger ont joué un rôle important dans la réforme des politiques domestiques. Ainsi, l'effet des migrations sur le développement ne se limite pas aux investissements et aux transferts de fonds mais inclut également une importante dimension sociopolitique à travers

laquelle les migrants peuvent contribuer à construire un meilleur environnement social dans les pays d'origine.

La dépendance aux transferts de fonds

Le cinquième mythe suggère que les envois de fonds des migrants dans leur pays d'origine sont principalement dépensés dans des investissements non productifs ou pour acquérir des biens de consommation voyants (maisons, vêtements, voitures, fêtes). Dès lors, on pointe le risque d'une dépendance passive et dangereuse vis-à-vis de ces fonds, qui pousserait ceux qui les reçoivent à ne plus être des acteurs de l'économie locale.

On suppose généralement que la perte de main-d'œuvre a un impact négatif sur la production locale. Par exemple, les migrations sont souvent accusées de créer un déficit de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture ou de l'artisanat et de priver ces pays de leurs forces de travail les plus compétentes. Ainsi, au lieu de contribuer au développement des pays d'origine, les migrations diminueraient au contraire les potentiels de développement.

Néanmoins, là aussi, il existe des preuves que cette vision très pessimiste est fondée sur des bases analytiques et empiriques très pauvres. Les erreurs méthodologiques, les attentes exagérées et irréalistes sur l'effet des migrations sur le développement et les conceptions étroites et arbitraires du développement expliquent en partie pourquoi « *les travaux précédents ont été excessivement pessimistes sur les perspectives de développement liées aux migrations internationales* » (Taylor et al., 1996 ; voir aussi Stark, 1991). Des études de terrain plus récentes, menées en Amérique latine en particulier, mais aussi dans des pays d'Asie et d'Afrique, montrent clairement que les transferts de fonds des migrants vers leur pays d'origine offrent un potentiel, à eux et à leur famille, d'investissement dans l'agriculture et d'autres entreprises privées. Par ailleurs, l'augmentation de la consommation permise par ces transferts financiers et les si décriés « investissements non productifs » dans le logement, l'éducation où les petits commerces peuvent avoir des effets positifs multiplicateurs et augmenter l'activité économique locale. Ainsi, les effets de ces transferts peuvent aussi bénéficier aux « non migrants ». Dans le long terme, on peut donc s'attendre à ce que les transferts de

fonds conduisent à une amélioration générale de la prospérité des régions d'origine des migrants.

Cependant, il est tout aussi important de reconnaître que les migrations ne conduisent pas automatiquement à plus de développement. Ce potentiel est déterminé par les circonstances politiques, économiques et sociales, spécifiques aux pays d'origine et d'arrivée des migrants. Dans la mesure où l'on constate à la fois des effets positifs et négatifs des transferts sur le développement, la question pertinente est alors la suivante : quelles sont les conditions selon lesquelles migrations et développement sont le plus positivement corrélés ?

Des frontières hors de contrôle

Le fait que les migrants restent attachés à leur pays d'origine est un indicateur du défaut d'intégration sociale et économique dans le pays hôte. Tel est le sixième mythe. Cette thèse est développée plus particulièrement dans les pays d'Europe du Nord-Ouest. Elle révèle le fort biais qui consiste à ne se préoccuper que des pays hôtes dans les débats sur les migrations, ignorant ainsi le potentiel que ces migrations représentent pour les régions d'origine. De plus, il est faux d'interpréter automatiquement l'attachement à sa région d'origine comme une incapacité ou une absence de volonté de s'intégrer dans son pays d'accueil.

Dans le long terme, on peut donc s'attendre à ce que les transferts de fonds conduisent à une amélioration générale de la prospérité des régions d'origine des migrants.

Si cela peut parfois être vrai, l'inverse l'est tout autant. Après tout, les immigrants « intégrés » disposent souvent de capacités intellectuelles et financières pour monter des entreprises ou participer au débat public dans leur région d'origine. Ainsi, la loyauté vis-à-vis de son pays d'origine ne rentre pas nécessairement en conflit avec la citoyenneté dans le pays d'accueil.

Les politiques migratoires semblent être le principal outil par lequel les pays d'accueil peuvent peser significativement sur la contribution des migrations au développement des pays d'origine. Pourtant, créer un lien plus efficace et plus positif entre migration et développement, deux domaines traditionnellement séparés, requiert de briser le septième et dernier mythe sur les migrations : les États sont capables de « gérer »,

DFID, *Moving out of poverty – Making migration work better for poor people*. Mars 2006.

R. H. Adams, J. Page, « Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? » *World Development*, vol. 33, n° 10, 2005.

D. Kapur, J. McHale, *Give us your best and brightest: the global hunt for talent and its impact on the developing world*. Center for Global Development, 2005.

D. Sriskandarajah, « Migration and development ». GCIM, septembre 2005.

S. Taylor, *The Relationship Between International Migration, Trade and Development: Some Paradoxes and Findings*. University of California, Davis, 5 septembre 2006.

H. de Haas, - « Turning the tide? Why development instead of migration policies are bound to fail ». International Migration Institute working paper n° 2, University of Oxford, 2006.

O. Stark, *The Migration of Labor*. Oxford: Blackwell, 1991.

J. E. Taylor, J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, D. S. Massey & A. Pellegrino, *International migration and community development*. Population Index, 62 (3), 1996.

J. Bhagwati, « Borders beyond control ». *Foreign Affairs*, January/February 2003.

contrôler et stopper les migrations. C'est faux. Si les politiques publiques ont certainement un effet sur la nature et le volume des migrations, les objectifs des politiques de restriction, tels que poursuivis par la plupart des pays industrialisés, sont généralement irréalistes et tendent donc à être contre-productifs. L'erreur de départ consiste à penser qu'un contrôle efficace des migrations équivaut à un scénario « zéro migration ». Si l'on considère les migrations comme inextricablement liées à un processus global de développement, c'est une illusion de croire qu'il est possible de mettre fin aux migrations Sud-Nord tant que l'offre et la demande existent et que les inégalités mondiales persistent.

Bhagwati (2003) a récemment déclaré que, paradoxalement, « la capacité à contrôler les migrations a diminué à mesure que la volonté de le faire a augmenté. Les frontières sont largement hors de contrôle et on ne peut pas faire grand chose pour réellement arrêter les migrations. » Instaurer un contrôle des migrations plus rigide qu'aujourd'hui est quasiment impossible, sauf à remettre en cause sérieusement les libertés civiles et humaines d'une manière qui serait en contradiction avec les vertus d'ouverture des sociétés modernes et démocratiques et des économies capitalistes. Le contrôle absolu des migrations n'est même pas possible dans les États totalitaires comme l'Arabie saoudite et l'ancienne Union soviétique.

Des réseaux transnationaux

L'histoire a démontré à plusieurs reprises que les mouvements de populations, une fois lancés, acquièrent une dynamique qui leur est propre, principalement par la constitution de réseaux transnationaux, et deviennent alors extrêmement difficiles à contrôler par les gouvernements. Ces réseaux facilitent les migrations continues de travail, de famille et de clandestins, qui contournent les frontières formelles. Dès lors, les migrations sont corrélées avec la croissance économique plutôt qu'avec les politiques publiques migratoires. Penser alors que l'on peut « gérer » les flux migratoires est irréaliste.

En termes de relations entre migration et développement, la conséquence, involontaire, la plus importante des politiques actuelles est que les sévères restrictions sur les migrations de travail ont tendance à pousser les immigrés à s'installer définitivement et à interrompre les formes de migrations circulaires. Cela diminue significativement la contribution des migrations au développement des pays d'origine.

Une piste vers des politiques migratoires et de développement plus cohérentes serait d'encourager les migrations circulaires par une approche bien plus libérale des migrations de travail. Là encore, le paradoxe est que si on donne aux migrants le droit de ré-immigrer, ils seront certainement moins réticents à retourner, circuler et investir socialement et économiquement dans leur pays d'origine.

Du côté des pays de départ, les gouvernements devraient abandonner leur politique inefficace du « rester chez soi ». Une approche plus fructueuse consisterait à favoriser un environnement social, économique et politique attractif qui encouragerait les émigrés à rester impliqués dans leur pays d'origine et à y revenir régulièrement.

Du côté des pays d'accueil, ouvrir les frontières aux flux de travailleurs qui répondent à une demande réelle et garantir leurs droits pourrait augmenter l'effet des migrations sur le développement des pays d'origine et d'accueil.

Au-delà du besoin d'intégrer complètement le besoin de travailleurs immigrés dans les politiques migratoires, il semble tout aussi important que les pays d'accueil ne créent pas à nouveau le statut illusoire de « travailleurs temporaires » et acceptent définitivement l'idée qu'une grande proportion des immigrés va rester.

Au lieu d'essayer de stopper des flux inévitables de migrants, dans des tentatives inutiles, voire dangereuses, les politiques migratoires favorisant une circulation plus libre peuvent augmenter la contribution des migrants au développement des sociétés de départ et d'accueil. Enfin, ne l'oublions pas, cette approche semble aussi être dans l'intérêt des migrants eux-mêmes. ●